

RAPPORT

D'ORIENTATIONS

BUDGETAIRES 2022

13/10/2021

SOMMAIRE

- I) Rappel réglementaire**
- II) Le processus budgétaire**
- III) Le contexte externe**
- IV) Estimation des investissements prévus en 2022**
- V) Le financement des investissements**
- VI) Le projet de budget de fonctionnement 2022**
- VII) Ratios comparatifs**
- VIII) Avant-projet de balance 2022**

I) Rappel réglementaire

- ❖ **Le débat d'orientation budgétaire est un préalable au vote du budget . Il doit se tenir au plus tôt 2 mois avant le vote du budget.**
- ❖ **Objectif de ce débat : proposer les orientations de la commune en termes de nouveaux services rendus, d'investissement, de fiscalité et d'endettement.**

II) Processus budgétaire 2022

- ❖ **12 octobre 2021 : Commission 1**
- ❖ **21 octobre 2021 : CM ROB 2022**
- ❖ **7 décembre 2021 : Commission 1**
- ❖ **16 décembre 2021 : Vote du Budget 2022**

III) Le contexte externe

(source: Banque de France)

- ❖ **Perspectives de croissance** pour 2021 et 2022 : + 6,3% en 2021 puis 3,7% en 2022.
- ❖ **Inflation**: ICPH 1,8 % en 2021 puis 1,4% en 2022 du fait notamment de la stabilisation du prix de l'énergie.
- ❖ **Marché du travail**: l'emploi salarié a retrouvé son niveau d'avant-crise et le taux de chômage est stable à 8%.
- ❖ **Facteurs d'incertitude sanitaires et macroéconomiques**: évolution situation sanitaire, difficultés d'approvisionnement et de recrutement dans certains secteurs

III) Le contexte externe

(source: Banque de France)

- Sur l'ensemble de la période 2020-2022, selon les informations disponibles au 16 septembre, les mesures d'urgence et de relance représenteraient un coût direct pour les finances publiques, hors prise en charge par le Fonds de relance européen,
 - de 230 milliards d'euros (9,5 points de PIB),
 - dont environ la moitié serait déployée sur l'année 2021 (4,7 points de PIB).
- Les principaux dispositifs sur la période 2020-22 concernent
 - le soutien aux entreprises (3,5 points de PIB) (Fonds de solidarité, exonérations de cotisations sociales, dispositif de renforcement des fonds propres, baisse durable des impôts sur la production...),
 - les mesures pour soutenir l'emploi (2,2 points de PIB) (Activité partielle, Plan 1 jeune 1 Emploi...) et
 - des mesures exceptionnelles liées à la santé (1,8 points de PIB) (Urgence sanitaire, Ségur de la Santé).
 - Enfin, une part significative du plan de relance est orientée vers l'investissement dans les infrastructures publiques (0,6 points de PIB) (rénovation thermique, numérique...) et
 - l'aide aux ménages modestes (0,6 points de PIB)

IV) Estimation des investissements prévus en 2022

Travaux, entretien du patrimoine études pour projets des années à venir	5 055 270€
Eclairage public, enfouissement , voirie	968 000 €
Acquisitions foncières	2 358 000 €
Investissements ordinaires	731 814 €
Dépenses imprévues	20 000 €
TOTAL DEPENSES	9 133 084 €

Hors réserves pour projets des années à venir : 1 007 989 €

Plan pluriannuel d'investissements 2022-2026 en 1^{ère} analyse

- ❖ Renforcement du réseau de vidéo-protection
- ❖ Poursuite des investissements d'embellissement des voies publiques et ceux liés à nos actions en faveur de la transition écologique
- ❖ Etudes - Travaux : rénovation des bâtiments publics (TUB, Eglise, musée,..)
- ❖ Etudes - Travaux : construction de nouveaux bâtiments publics (Vestiaires foot,..)
- ❖ Renouvellement du parc de véhicules et de logiciels municipaux
- ❖ Acquisitions foncières pour l'habitat, les services, les commerces de proximité

Plan pluriannuel d'investissements 2022-2026

2022 et années suivantes : réaliser notre programme

Principaux nouveaux projets identifiés et à confirmer après analyse des besoins :

❖ **rénovation :**

TUB , église, Musée , Mairie, Ecole des Obeaux et en général travaux de sobriété énergétique

❖ **construction :**

Club house FCB, agrandissement Maison de l'Enfance , salle polyvalente du cœur de Bourg

❖ **Voirie/aménagements :**

Ave de Gaulle, Béguinage, ... aménagements de parcours cyclables , qualification-
enfouissement- boisement, travaux de sobriété énergétique pour l'éclairage public

❖ **Acquisitions foncières :**

sur opportunité + lazaristes (?)

Plan pluriannuel d'investissements 2022-2026

Estimation 2022-2026 à ce jour : 29 000 k€

Financés :

- par les résultats de clôture annuelle en l'état de nos décisions (autofinancement)
- par les subventions sollicitées *
- par le retour du fond de compensation de la TVA

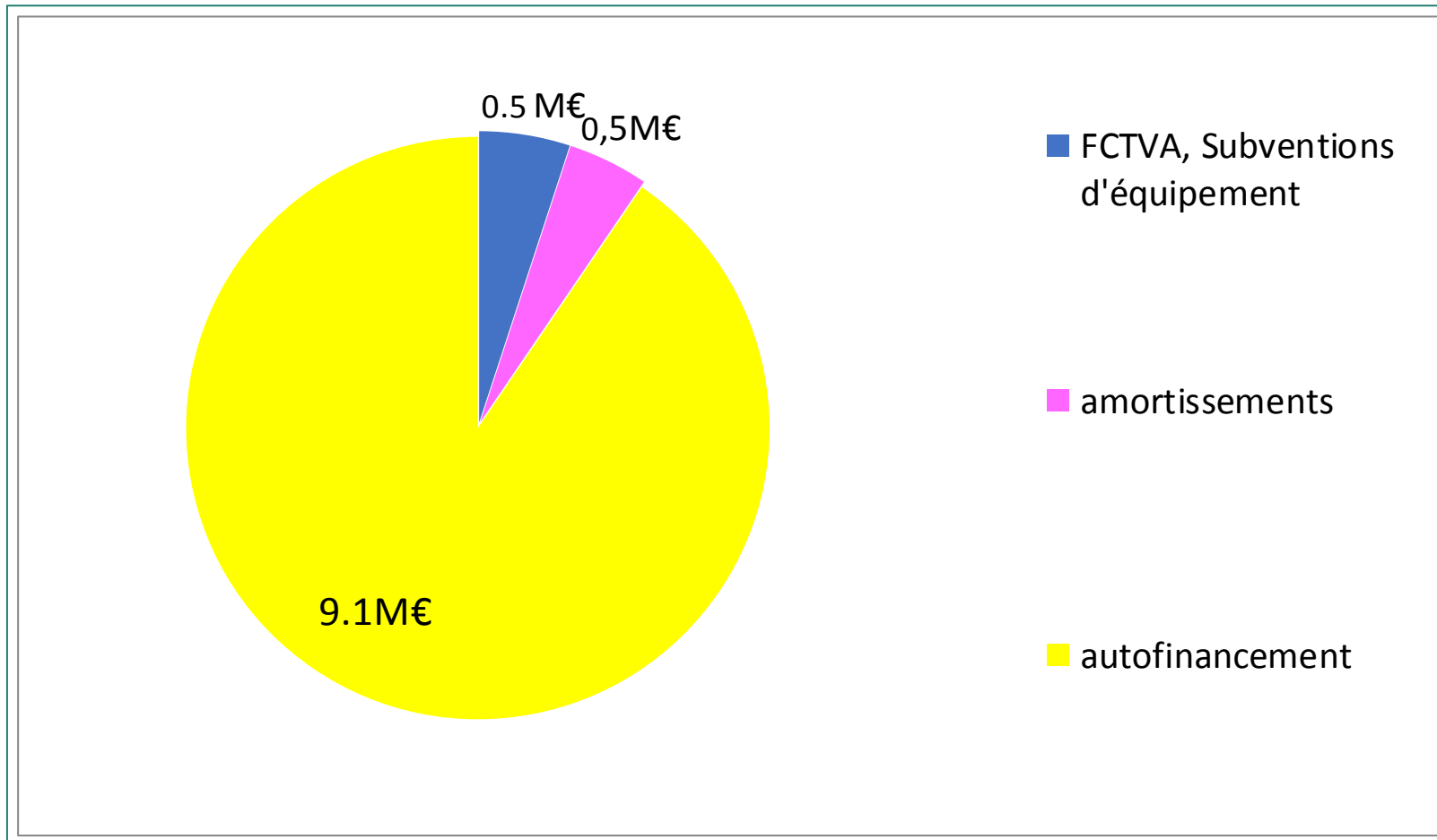
Plan pluriannuel d'investissements 2022-2026

Les subventions obtenues ou à venir de 2015 à aujourd'hui

Parlementaire	97 477 €
MEL	1 236 495 €
Département	691 150 €
Région	591 876 €
Etat / Alveole	654 397 €
DETR/DRAC / DPMA / DSIL / FIPDR	851 973 €
TOTAL	4 123 368 €

Soit sur 7 ans en moyenne: 589 000 €/an

V) Le financement des investissements 2022



Avec intégration d'un résultat de clôture 2021 estimé à 8 M€ qui ne sera pas inscrit dans le budget primitif mais dans la première décision modificative de 2022

Plan pluriannuel d'investissements 2022-2026

Dette au 31.12.2021 : 0 € soit 0 €/habitant

Dette estimée au 31.12.2022 : 0 €

Volonté d'éviter si possible le recours à l'emprunt dans l'avenir

VI) Le projet de budget de fonctionnement 2022

1) Dépenses prévisionnelles 2022

Ressources humaines : 6 000 000 €

+5.26% sur BP 2021

5700k€ au budget 2021 (BP+DM1)

Autres dépenses de fonctionnement : 3 745 048 €

+3.23% sur BP 2021

3627k€ au budget 2021 (BP+DM 1)

Frais financiers : 0 €

Dépenses imprévues : 20 000 € (Identique à 2021)

TOTAL estimé : 9 765 048 €

Soit une augmentation de 4.46% sur BP 2021 (+415 k€)

Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2014

Source : comptes administratifs

Années	2014	2016	2020 (Année Covid)	ROB 2022
Dépenses de fonctionnement	8291 k€	8450 k€	8230 k€	9745 k€
Dont dépenses de personnel	5065 k€	5100k€	5108 k€	6000 k€
Dont autres dépenses	3226 k€	3350 k€	3122 k€	3745k€

Effectifs actuels et évolution 2022

Envoyé en préfecture le 22/10/2021

Reçu en préfecture le 22/10/2021

Affiché le

SLOW

ID : 059-215900903-20211021-21_4_11-DE

SERVICES	NOMBRE D'AGENTS	Recrutements récemment réalisés (orange) ou prévus (vert)
DGS	1	
Secrétariat général	3	
Marchés publics	2	
Accueil du public	5	
Finances	4	
Ressources Humaines	3	
Urbanisme	3	
Foncier	2	
Développement durable	3	
Développement économique	1	
Informatique	1	
Documentaliste	1	
Affaires scolaires - Jeunesse - Sport	8	
Communication-Culture-Animation-Vie associative	11	
Ecole de musique	21	
Musée	2	
Fêtes et cérémonies	3	
Services Généraux (Cuisine, entretien dans les bâtiments, ATSEM)	31	
Services Techniques (travaux-entretien, espaces verts, propreté urbaine, voirie)	21	
Maison de l'enfance	23	
Police municipale (policier, ASVP, agent de sécurité)	11	
Service logement	1	
TOTAL	161 (137 ETP)	Estimation 140 ETP

Structure des rémunérations

Envoyé en préfecture le 22/10/2021

Reçu en préfecture le 22/10/2021

Affiché le

SLOW

ID : 059-215900903-20211021-21_4_11-DE

Compte Administratif 2020 Personnel municipal		
Charge de personnel	5 107 820€	
Répartition	Traitement	Charges
	3 588 213,22€	1 519 607,11€
Dont :		
Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	21 460,85 €	
Montant des primes versées (prime annuelle, prime d'installation, I.F.S.E, C.I.A.)	599 680,55 €	
Heures complémentaires/supplémentaires	65 258,32 €	
Compte épargne temps	7 050,00€	

Données issues du bilan social 2020

Quelques chiffres clés

- 146 agents permanents dans la collectivité
 - 84,97% d'agents titulaires ou stagiaires
 - 10,46% d'agents non titulaires permanents,
 - 4,58% d'agents non titulaires non permanents
- 8% d'agents en catégorie A
 - 21% d'agents en catégorie B
 - 71% d'agents en catégorie C
- 38% des effectifs permanents dans la filière technique
 - 26% des effectifs permanents dans la filière administrative
 - 16% des effectifs permanents dans les filières sociale et médico-sociale
- 75% temps plein ou partiel - 25% à temps non complet
- 60% des agents permanents sont des femmes
- L'âge moyen des agents titulaires est de 46 ans ; celui des non-titulaires est de 43 ans
- Le taux d'emploi des travailleurs en situation de handicap dans la collectivité est de 5,5%
- Durée du travail = 1605 h (à déduire : 0 à 5 jours d'ancienneté)

2) Recettes prévisionnelles 2022

Structure des recettes municipales : 11 338 k€

➤ Produit de la fiscalité locale :	5 582 k€
➤ MEL :	2 210 k€
➤ ETAT :	477 k€
➤ Droits de mutation :	650 k€
➤ Autres produits de gestion courante :	1 414 k€
➤ Recette des services marchands :	825 k€
➤ Revenus des immeubles :	180 k€

2) Recettes prévisionnelles 2022

Peu d'évolution de la structure et du montant des recettes à prévoir :

Évolution des bases d'imposition locale :

- revalorisation des bases de 0.2%
- nouvelles constructions : + 10 000 €

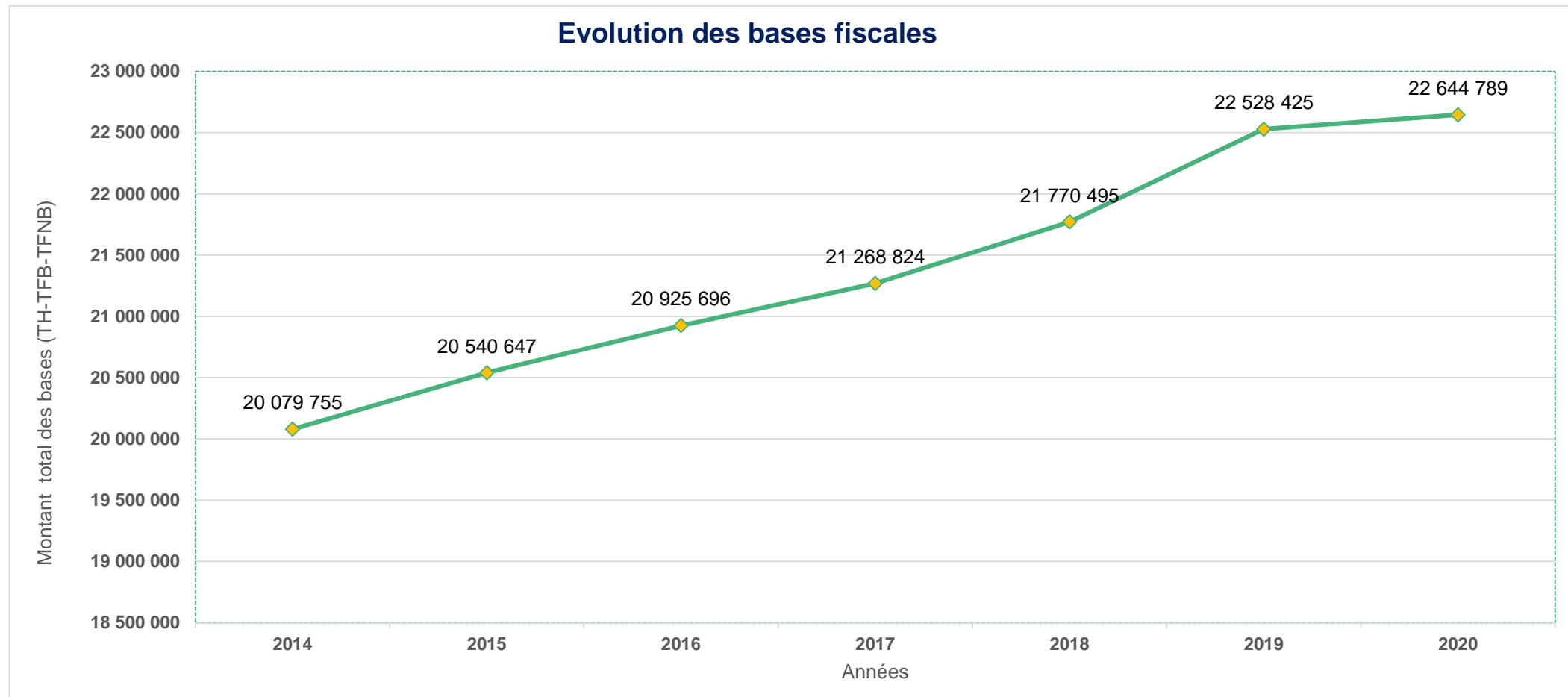
Dotations de l'Etat et de la MEL: - 1.02% (-27 577€)

Droits de mutation : 650 000 € : +18.18%

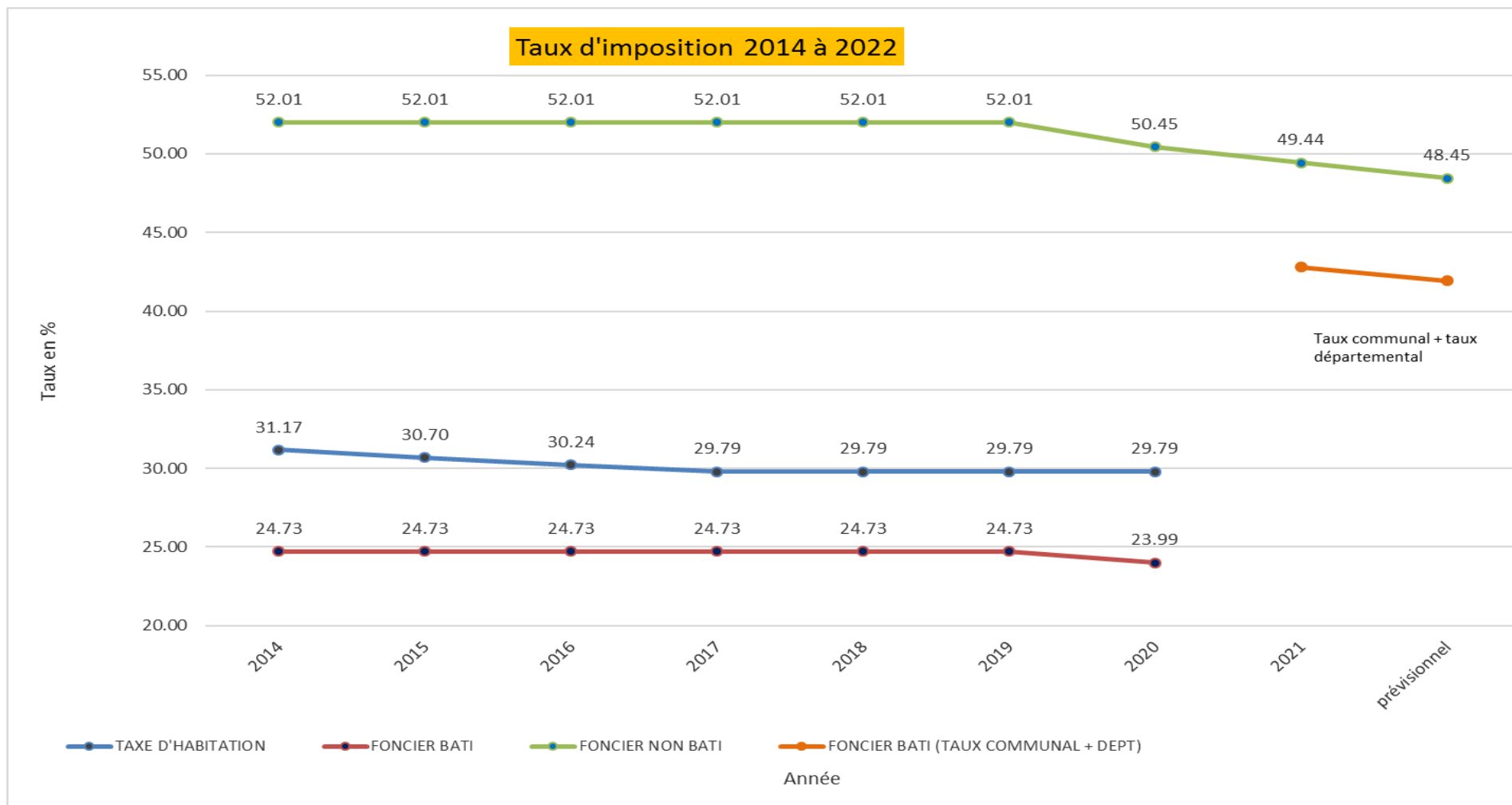
Recettes courantes : 2.05% (+48 463€)

Remboursements sur charges de personnel : identique 2021

Evolution des bases fiscales



Evolution des taux d'imposition 2014 - 2022



2) Recettes prévisionnelles 2022

Proposition d'évolution des taux de la TFB et de la TFNB

TFB à 41.94% au lieu de 42.80%

TFNB à 48.45% au lieu de 49.44%

2% de baisse des taux de fiscalité locale soit -93 640 euros
recettes de fonctionnement : +0.65%


Cette hypothèse à confirmer, tient compte à la fois de notre volonté de limiter la pression fiscale locale, mais aussi du contexte incertain

:

Quid de l'avenir des dotations d'Etat, ?

Quid des conséquences de la crise sanitaire et économique sur les finances des collectivités locales ?

VII) Ratios comparatifs

Envoyé en préfecture le 22/10/2021
 Reçu en préfecture le 22/10/2021
 Affiché le 
 ID : 059-215900903-20211021-21_4_11-DE

Ratios	Bondues (ROB 2022)	Moyenne des communes 10 000 à 20 000 hab. (CA 2020)
Dépenses réelles de fonctionnement/hab	953.86 €	1 176 €
Dépenses de personnel/dépenses de fonctionnement	62.02%	55.87%
Dépenses de personnel/habitant	592 Euros	616 euros (valeur départementale 2018)
Produit des impositions directes/ hab	543 euros	576 euros
Recettes réelles de fonctionnement /hab	1 924 euros	1 176 euros
Dépenses d'équipement brut/ hab	998 euros	309 euros
Encours de dette au 31.12.2021 / hab	0 euro	846 €
DGF/hab.	47 euros	176 euros
Dépenses de fonct + remboursement du capital de la dette/recettes réelles de fonctionnement	85 %	96.04%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	89 %	23.53%
Encours de la dette au 31.12.2021/recettes réelles de fonctionnement	0	64.43%

BALANCE ROB 2022

Envoyé en préfecture le 22/10/2021

Reçu en préfecture le 22/10/2021

Affiché le

SLOW

ID : 059-215900903-20211021-21_4_11-DE

SECTION D'INVESTISSEMENT							
DEPENSES	BP 2021 + DM 1-2 -3	2022	2023	RECETTES	BP 2021 + DM 1-2 -3	2022	2023
remb.capital de la dette				FCTVA	569 341	492 718	494 603
Caution				TLE (à partir de 2012 TA : taxe d'aménagement)			
Dépenses d'investissement :				subventions d'équipement + autres	149 487	12 838	0
entretien du patrimoine, travaux et étude	3 221 419	5 055 270	3 480 000	opérations d'ordre	122 669		
éclairage public, enfouissement, voirie	1 948 178	968 000	400 000				
acquisitions foncières	2 292 570	2 358 000	2 000 000				
investissements ordinaires	1 040 713	731 814	250 000	Emprunt	0		34 559
réserves pour projets futurs	4 621 415	1 007 989					
dépenses imprévues	20 000	20 000	20 000	Excédent fonctionnement capitalisé	1 319 162		
déficit d'investissement reporté				Excédent d'investissement	55 276		
opérations d'ordre	110 644			Caution			
amortissement des subventions	1 689	4 000	4 000	Autofinancement			
				prélèvement sur le fonctionnement	10 626 400	9 189 517	5 174 838
				amortissements et provisions	414 293	450 000	450 000
TOTAL	13 256 628	10 145 073	6 154 000		13 256 628	10 145 073	6 154 000

10 141 073

SECTION DE FONCTIONNEMENT							
DEPENSES	BP 2021 + DM 1-2 -3	2022	2023	RECETTES	BP 2021 + DM 1-2 -3	2022	2023
Dépenses courantes :				Recettes courantes :			
Frais de personnel (+0,75% entre 2022-2023)	5 700 000	6 000 000	6 045 000	Produits des services	771 250	824 530	832 775
Autres dépenses courantes (+1.5% entre 2022-2023)	3 630 200	3 745 048	3 801 224	Revenus des immeubles	151 500	180 000	180 900
				Autres produits courants	1 455 271	1 403 866	1 464 135
				Droits de mutation	550 000	650 000	600 000
Frais financiers				remboursements de traitements	17 294	10 000	10 000
				Dotation forfaitaire (DGF)	412 509	391 884	372 290
provision pour dépenses imprévues	20 000	20 000	20 000	Attribution de compensation (MEL)	2 077 928	2 077 928	2 077 928
				Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)	139 022	132 071	125 467
				Dotation nationale de péréquation	85 551	85 551	85 551
				Impôts Locaux	5 662 790	5 582 330	5 503 668
				Résultat reporté (Estimation)	9 066 089	8 062 405	4 234 347
Autofinancement				opérations d'ordre			
prélèvement sur le fonctionnement	10 626 400	9 189 517	5 174 838	amortissement des subventions	1 689	4 000	4 000
amortissements et provisions	414 293	450 000	450 000				
TOTAL	20 390 893	19 404 565	15 491 062		20 390 893	19 404 565	15 491 062